



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Les Membres de l'OMC se préparent pour une Conférence ministérielle discrète

Alors qu'ils se préparent pour la 10^e Conférence ministérielle (CM10) qui aura lieu à Nairobi, au Kenya, en décembre, les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doivent répondre à deux questions majeures :

1. Qu'est-ce qui peut être fait à Nairobi, maintenant qu'il est évident qu'il ne sera pas possible de conclure le Programme de Doha pour le développement (PDD) lors de la CM10 étant donné le nombre d'enjeux complexes toujours en suspens, particulièrement dans les domaines du soutien interne et de l'accès aux marchés?
2. Que faire avec le reste du PDD, puisqu'un consensus – bien que très fragile – semble émerger à la suite de l'inclusion d'éléments de concurrence à l'exportation et de questions propres au développement (principalement l'accès sans contingent et en franchise de droits, les dérogations relatives aux services, le coton et les règles d'origine)?

Comme aucun terrain d'entente n'a été trouvé concernant deux des trois piliers des négociations sur l'agriculture (soutien interne, accès aux marchés et concurrence à l'exportation), il ne reste que la concurrence à l'exportation aux délégués comme possible résultat à Nairobi. À cet effet, la plupart ont abaissé leurs subventions à l'exportation à zéro, et le peu d'entre eux qui utilisent encore cette mesure se sont engagés à la réduire.

Cependant, même si cet élément est perçu comme plus mature pour la CM10, le président des négociations sur l'agriculture, Vangelis Vitalis, a rappelé aux Membres le 2 octobre qu'il n'existe aucun consensus sur la forme générale du projet sur la concurrence à l'exportation, « ni bien entendu sur son contenu précis ou encore comment le tout sera lié à l'après-Nairobi. »

Certains pays en développement ont aussi milité pour que des enjeux tels que le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) soient inclus dans le paquet de Nairobi. Ils affirment que le MSS n'est pas lié à l'accès aux marchés et que la mesure aiderait à protéger les producteurs des pays en développement contre les impacts nuisibles des subventions octroyées par les gros joueurs. Cependant, cette inclusion est confrontée à une opposition très ferme.

Lors d'une réunion du Conseil général le 8 octobre, les Membres ont accepté de poursuivre les discussions à ce sujet. Les groupes de négociations s'entendent sur le fait qu'il faut commencer à travailler sur les résultats potentiels de Nairobi et demander l'avis des Membres concernant la forme du document final de Nairobi. À cet égard, le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a présenté trois options :

1. Une déclaration ministérielle, le document typique des conférences ministérielles qui a un certain poids quant au travail futur de l'organisation;
2. Une déclaration non consensuelle du président, qui a moins de valeur;
3. Un document hybride d'un type ou d'un autre, qui pourrait contenir du texte consensuel et non consensuel.

Une discussion parallèle sera aussi tenue sur le travail futur qui sera entrepris après la CM10, puisqu'il est évident que peu importe le résultat à Nairobi, ce ne sera pas la conclusion de l'engagement unique pris dans le cadre du PDD. La question porte ainsi sur ce qu'il faut faire avec les enjeux du PDD qui ne seront pas traités adéquatement lors de la CM10.

« À l'heure actuelle, les points de vue divergent concernant la suite des choses après Nairobi », a déclaré M. Azevêdo devant tous les Membres, le 8 octobre. « Plusieurs disent que s'il n'y a pas de consensus pour mettre fin au Cycle de Doha, il se poursuivra tout simplement. Il faut absolument

un consensus pour y mettre fin, et cela devrait être clairement énoncé. D'autres disent que si nous ne parvenons pas à une entente concernant le Cycle de Doha d'ici Nairobi, alors ce sera la fin – même sans une déclaration officielle confirmant la mort du PDD. »

Le 12 octobre, M. Azevêdo a nommé trois ambassadeurs (Gabriel Duque de la Colombie, Harald Neple de la Norvège et Stephen Karau du Kenya) pour faciliter les consultations auprès des Membres et recueillir leurs points de vue sur « la structure du document final potentiel de Nairobi, les éléments que pourrait couvrir le document (potentiellement les priorités pour le travail à effectuer après Nairobi), et le processus subséquent qui pourrait être utilisé pour élaborer une ébauche du document final. »

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



**EGG FARMERS
OF CANADA**
Dedicated to Quality



**LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA**
Dédiés à la qualité



**TURKEY FARMERS
OF CANADA**
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

**Canadian
Hatching Egg
Producers**



**Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada**